



Treizième session

ORDRE DU JOUR DE LA TREIZIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Adopté par l'Assemblée générale à ses 752ème, 753ème, 754ème et 755ème séances plénières tenues les 22 et 23 septembre 1958

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Nouvelle-Zélande.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la treizième session de l'Assemblée générale :
 - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président.
5. Constitution des Grandes Commissions et élection de leurs bureaux.
6. Election des Vice-Présidents.
7. Communication du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte.
8. Adoption de l'ordre du jour.
9. Ouverture de la discussion générale.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport du Conseil de tutelle.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Election de trois membres non permanents du Conseil de sécurité.

16. Election de six membres du Conseil économique et social.
17. Election de trois membres du Conseil de tutelle.
18. Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix.
19. Nomination de membres de la Commission du désarmement.
20. Election du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
21. Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité et le nombre des voix requises pour les décisions de cet organe.
22. Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social.
23. Question d'un amendement à apporter au Statut de la Cour internationale de Justice, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies et à l'Article 69 du Statut de la Cour, en vue d'augmenter le nombre des membres de la Cour internationale de Justice.
24. Question de Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée.
25. Effets des radiations ionisantes :
 - a) Rapport du Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes;
 - b) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement et l'élargissement de l'activité scientifique dans ce domaine.
26. Rapport du Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
27. Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée :
 - a) Rapport de l'Agent général de l'Agence;
 - b) Rapport d'activité de l'Administrateur chargé des tâches restantes de l'Agence.
28. Développement économique des pays sous-développés :
 - a) Création du Fonds spécial : rapports de la Commission préparatoire du Fonds spécial et du Conseil économique et social;
 - b) Problèmes fiscaux internationaux : rapport du Conseil économique et social.

29. Programmes d'assistance technique :
 - a) Rapport du Conseil économique et social;
 - b) Confirmation des allocations de fonds du Programme élargi d'assistance technique;
 - c) Création d'un service international d'administrateurs.
30. Question de l'aide à la Libye.
31. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
32. Projets de Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.
33. Recommandations concernant le respect, sur le plan international, du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes.
34. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme : rapport du Conseil économique et social.
35. Liberté de l'information : rapport du Secrétaire général sur les consultations concernant le projet de convention relative à la liberté de l'information.
36. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte : rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes :
 - a) Renseignements relatifs à la situation sociale;
 - b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines;
 - c) Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements;
 - d) Méthodes de reproduction des résumés des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général;
 - e) Rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux qui pourraient être liés à l'association de territoires non autonomes à la Communauté économique européenne;
 - f) Offres de moyens d'études et de formation, au titre de la résolution 845 (IX) du 22 novembre 1954 : rapport du Secrétaire général.
37. Question de la reconduction du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.
38. Election, le cas échéant, aux sièges devenus vacants au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

39. Question du Sud-Ouest Africain :
- a) Rapport du Comité de bons offices pour le Sud-Ouest Africain;
 - b) Rapport du Comité du Sud-Ouest Africain;
 - c) Etude de l'action juridique permettant d'assurer le respect des obligations assumées par la Puissance mandataire en vertu du mandat sur le Sud-Ouest Africain : reprise de l'examen du rapport spécial du Comité du Sud-Ouest Africain;
 - d) Election de trois membres du Comité du Sud-Ouest Africain.
40. Avenir du Togo sous administration française : rapport du Commissaire des Nations Unies chargé de superviser les élections et rapport du Conseil de tutelle à ce sujet.
41. Question de la frontière entre le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne et l'Ethiopie : rapports du Gouvernement éthiopien et du Gouvernement italien.
42. Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
- a) Organisation des Nations Unies (exercice terminé le 31 décembre 1957);
 - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (exercice terminé le 31 décembre 1957);
 - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (exercice terminé le 31 décembre 1957);
 - d) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (exercice terminé le 30 juin 1958);
 - e) Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (exercice terminé le 31 décembre 1957).
43. Budget additionnel pour l'exercice 1958.
44. Projet de budget pour l'exercice 1959.
45. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale :
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Comité des contributions;
 - c) Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Comité des placements : confirmation de la nomination faite par le Secrétaire général;
 - e) Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

46. Rapport du Comité de négociation des fonds extra-budgétaires.
47. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions.
48. Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies : rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
49. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées, au titre du Compte spécial de l'assistance technique.
50. Coordination, sur le plan administratif et budgétaire, de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
51. Contrôle et limitation de la documentation :
 - a) Rapport du Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
52. Offre, par le Gouvernement chilien, d'un terrain à Santiago pour servir d'emplacement à des bureaux de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales : rapport du Secrétaire général et observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
53. Questions relatives au personnel :
 - a) Répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - b) Proportion des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée;
 - c) Rémunération soumise à retenue pour pension;
 - d) Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.
54. Ecole internationale des Nations Unies et locaux pour les délégations : rapports du Secrétaire général.
55. Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information : rapport du Comité d'experts chargé d'étudier l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, et observations et recommandations formulées par le Secrétaire général au sujet de ce rapport.
56. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session.

57. Question de la procédure arbitrale.
58. Question d'une étude à entreprendre sur le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques.
59. Question de la convocation d'une deuxième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
60. Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques :
 - a) Interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique;
 - b) Programme de coopération internationale en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique.
61. Mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats.
62. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine :
 - a) Rapport du Gouvernement de l'Inde;
 - b) Rapport du Gouvernement du Pakistan.
63. Question algérienne.
64. Question du désarmement.
65. Force d'urgence des Nations Unies :
 - a) Prévisions de dépenses relatives à l'entretien de la Force;
 - b) Rapport d'activité concernant la Force;
 - c) Etude sommaire sur l'expérience tirée de la création et du fonctionnement de la Force.
66. Rapport du Secrétaire général concernant la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.
67. Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'apartheid du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.
68. Question de Chypre.

69. La situation en Hongrie.
70. Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène.
71. Organisation d'une année internationale de la santé publique et de la recherche médicale.
72. Réduction de 10 à 15 pour 100 des budgets militaires de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la France et utilisation d'une partie des sommes économisées pour l'assistance aux pays sous-développés.
